

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 137 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2843 - Prix : 1€

**Éditorial de
Nathalie Arthaud :**
**Après le succès du 31
janvier, la lutte
continue**

**Les directions
syndicales et la
mobilisation**

Page 4

**Budgets militaires :
gros profits et grand
carnage en perspective**

Page 5

**Les prix augmentent,
les profits aussi**

Page 6

**Sexisme : situation
alarmante**

Page 8

Burkina Faso

**L'impérialisme
français en échec**

Pages 12



Après le succès du 31 janvier, la lutte continue

Après les grèves et les manifestations massives du 31 janvier, la pression doit encore monter sur le gouvernement et le grand patronat. Cela dépend de tous les travailleurs.

Quels que soient les métiers, les statuts et les secteurs professionnels, le mécontentement est général. Le 19 janvier et le 31, il s'est exprimé à l'échelle du pays, dans le privé comme dans le public, dans les petites entreprises comme dans les grandes.

Le recul de l'âge de la retraite n'est qu'un aspect de ce rejet. Les salaires restent au centre de toutes les préoccupations. Malgré la flambée des prix, plus de 12 % pour les produits alimentaires, les augmentations salariales dépassent rarement les 4 %. Comment ne pas être écœuré quand on voit, dans le même temps, les profits crever les plafonds ?

Et puis, il y a, bien sûr, les conditions de travail. Partout, dans les usines, les bureaux, les hôpitaux... elles deviennent plus dures, avec du sous-effectif permanent, une flexibilité et une précarité de plus en plus grandes. Et aujourd'hui, Macron s'attaque aux retraites. Eh bien, la coupe est pleine !

Mais, puisque cette attaque des retraites concerne tous les travailleurs, elle leur permet d'exprimer leur avis d'une même voix. Le mouvement doit devenir un véritable mouvement d'ensemble, autour de leurs exigences communes.

Le bras de fer sur les retraites pose les problèmes fondamentaux du monde du travail. À qui doivent profiter les richesses que nous contribuons tous à créer ? À ceux qui nous exploitent au prétexte qu'ils ont apporté les capitaux ? À une poignée de milliardaires prêts, avec le gouvernement, à pourrir la vie de millions de travailleurs en leur volant une partie de leur retraite pour accumuler quelques milliards de plus ? Il ne faut pas l'accepter !

Où allons-nous si nous continuons de nous plier aux diktats des politiciens et de la bourgeoisie qui dirigent aujourd'hui ? Que ce soit sur le plan économique ou politique, toute la société évolue dans un sens catastrophique.

La recherche du profit, la concurrence et la spéculation agissent comme des rouleaux compresseurs, provoquant le saccage des services publics et toujours plus de crises.

Plus grave encore, il y a les bruits de bottes qui se rapprochent avec l'escalade guerrière en cours en Ukraine.

Il suffit de voir comment Macron veut passer en force sur les retraites pour comprendre qu'il ne nous demandera pas notre avis pour entrer en guerre. Et pour acheter des missiles, des chars d'assaut et des avions de combat, il ne manquera pas d'argent. Le gouvernement a déjà porté le budget militaire à 413 milliards, soit 100 milliards de plus sur sept ans ! S'il y a la guerre, le gouvernement ne nous volera pas seulement deux ans de retraite, il volera les 20 ans de la jeunesse qu'il enverra au combat.

Plus d'injustice, plus d'inégalités, plus de guerres, voilà ce que les capitalistes et leurs serviteurs politiques nous réservent, à nous et à nos enfants !

La voie à suivre est là, devant nous. Elle consiste à reprendre le chemin de la lutte collective et de la solidarité ouvrière. Elle est de se battre pour que la société ne soit plus gouvernée par les intérêts des capitalistes, l'exploitation, la guerre économique et la suprématie de quelques-uns sur le monde entier.

Il n'est jamais facile de se lancer dans le combat, surtout dans un combat dont on sait qu'il sera long. Car il ne suffira pas d'un ou deux jours de manifestations : le seul moyen de faire reculer le gouvernement est de le confronter à des grèves qui se multiplient et deviennent contagieuses.

Les 19 et 31 janvier, des centaines de milliers de travailleurs ont découvert ou redécouvert la force du nombre et l'unité du monde du travail. Plus ils continueront à manifester nombreux et à faire grève, plus ils reprendront confiance dans leurs forces, et plus le camp des travailleurs gagnera en combativité et en détermination.

Au soir du 31, les confédérations syndicales ont annoncé de nouvelles journées de mobilisation les 7 et 11 février. Et des syndicats, dans plusieurs secteurs, appellent à des grèves reconductibles. Il faut que le mouvement se développe pour espérer renverser le rapport de force.

C'est à tous les travailleurs de faire vivre la mobilisation, d'apprendre à l'organiser et à la contrôler. Une chose est sûre, pour l'emporter, il faut réussir à mettre toutes les forces de la classe ouvrière dans ce combat. Ensemble, montrons au gouvernement et au patronat que nous pouvons, nous aussi, mener la lutte de classe, mettre cette réforme en échec et nous faire respecter !

Nathalie ARTHAUD

Réforme des retraites : les travailleurs réunionnais visés entre tous !

À La Réunion, la moitié des retraités perçoivent au total un montant brut de retraite inférieur à 850 euros par mois (chiffres Insee 2016). Les causes de ces montants aussi faibles sont connues.

Tout d'abord le bas niveau général des salaires imposé par le patronat dans le département, mais aussi les carrières hachées du fait de l'emploi massif de contrats à durée déterminée, eux-mêmes encouragés par la politique d'exonération de cotisations sociales patronales dans les DOM.

Ainsi seuls 41 % des travailleurs réunionnais disposaient d'une carrière complète parvenus à l'âge de la retraite en 2016 contre 62 % des retraités de métropole, ne parvenant à valider en moyenne que 32 années de travail en moyenne, contre 38 en métropole.

Les femmes sont encore moins bien loties que les hommes, parce qu'elles sont généralement moins bien payées que ces derniers à travail égal, mais surtout parce qu'ayant bien souvent consacré plusieurs années de

leur vie à élever leurs enfants, elles cumulent encore moins de trimestres validés que les hommes et sont obligées de travailler à un âge encore plus avancé (65 ans ou plus) pour un tiers d'entre elles pour espérer percevoir une retraite un peu plus élevée.

La réforme des retraites prônée par Macron et son gouvernement, si elle était appliquée, aurait des effets désastreux sur l'état physique des travailleurs salariés et sur le montant de leur retraite en général.

À La Réunion, ces conséquences seraient démultipliées parce que le chômage frappe déjà un quart des personnes en âge de travailler et parce que les patrons n'embauchent quasiment plus à partir de 50 ans. Reculer l'âge de la retraite dans un tel contexte économique signifie que des dizaines de milliers de travailleurs âgés se retrouveront sans emploi, aux minima sociaux, pendant plusieurs années, avant de pouvoir prendre leur retraite qui, du fait des trimestres cotisés manquants seront amputées d'autant.

Pour toutes ces raisons, les travailleuses, les travailleurs et la jeunesse de La Réunion ont tout intérêt à se mobiliser, avec les travailleurs de France, pour empêcher Macron de faire passer sa loi. Ils doivent exiger que leur travail soit payé à son juste prix et que le travail soit partagé entre tous !



Réforme des retraites : les derniers soutiens de Macron...

Alors que la majorité des travailleurs rejette la réforme des retraites voulue par Macron, celui-ci a reçu le soutien inopiné du nouveau patron de Twitter, Elon Musk, qui vient de licencier la moitié des effectifs de cette entreprise (7500) ... par mail, s'il vous plaît !

Elon Musk s'est expliqué en ces termes : « *Macron fait une chose difficile, mais juste. L'âge de la retraite de 62 ans a été fixé alors que l'espérance de vie était beaucoup plus courte. Il est impossible pour un petit nombre de travailleurs de faire vivre un nombre massif de retraités* » (Huffington Post).

Ce capitaliste et spéculateur juge sans doute qu'il est par contre tout à fait possible et normal que ce « petit nombre de travailleurs » contribue à

entretenir des milliers de parasites de son gabarit, partout dans le monde, comme leurs serviteurs politiques tels que Macron.

Eh bien faisons en sorte de les

obliger à rabaisser leur caquet en faisant échouer ladite réforme des retraites !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 3 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS
SAMEDI 4 FÉVRIER de 10H30 à 15H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 5 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 18 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

Faire payer le patronat

On assiste en ce moment à un débat surréaliste pour déterminer la meilleure solution pour « *garantir l'équilibre financier des retraites* ». Chacun y va de sa méthode, du recul de l'âge à 64 ans à une augmentation des cotisations, en passant par des mesures d'accompagnement, pour les femmes, sur la pénibilité, ou encore la taxation des retraités considérés (il faut l'oser) comme des privilégiés.

Aucun des principaux responsables politiques ou syndicaux n'avance l'idée simple et évidente de faire payer ceux qui ont profité pendant des dizaines d'années du travail de salariés qui ont dû se serrer la ceinture tout au long de leur vie.

Ceux qui devraient payer sont ceux qui ont usé et démolis parfois de façon irrémédiable la santé des salariés, et même avant 50 ans. C'est au patronat, aux capitalistes, à la grande bourgeoisie, qui se sont enrichis de façon indécente, de payer pour leur assurer le droit de vivre en touchant, en fait de retraite, un salaire décent.

Les gouvernements ne sont que les paravents utiles pour détourner la colère de la population travailleuse. Quand un gouvernement est usé, un autre peut le remplacer, qui fera la même chose. Macron est détesté, il le sait, mais il est en service, pas pour son propre compte, pour celui de la grande bourgeoisie.

Les choses sont présentées comme si les caisses de retraite étaient abondées aussi bien par le patronat que par les salariés, avec une part patronale des cotisations et une part salariale. En réalité, l'une comme l'autre sont prélevées sur une richesse créée par le travail des salariés. Alors ce sont bien eux qui ainsi alimentent intégralement les caisses de retraite.

Les capitalistes ne peuvent pas se passer des travailleurs pour amasser leurs profits ; les travailleurs peuvent et doivent se passer des capitalistes pour que tous aient une vie digne.

Les directions syndicales et la mobilisation



L'annonce, le 10 janvier, par le gouvernement de son plan de démolition des retraites par le recul à 64 ans de l'âge de départ et l'augmentation accélérée de la durée de cotisations à 43 ans, a été reçue par le monde du travail comme une déclaration de guerre.

Bon nombre de travailleurs ont réagi en disant : « Décidément, ils veulent nous écraser. »

D'octobre à janvier, le gouvernement a fait mine de consulter les organisations syndicales en lançant des « cycles de concertation », pour le 10 janvier annoncer sans surprise son plan dans toute sa brutalité, montrant

le peu de cas qu'il faisait des directions syndicales. Celles-ci, unies par le gouvernement ont donc appelé à la journée de grève et de manifestations le 19 puis le 31 janvier.

Ces journées ont été un succès, rassemblant le 19 janvier 1,12 million de travailleurs selon la police (deux millions selon la CGT) et le 31 3,3 millions à l'échelle de la France. C'est deux à quatre fois plus que le 24 novembre 1995, première journée de la mobilisation contre le plan Juppé qui avait rassemblé d'après la police 490 000 manifestants dans toute la France.

Outre l'affluence, la participation

de travailleurs du privé a été remarquée dans les cortèges très nombreux, y compris dans des petites villes. Le gouvernement, qui voulait montrer sa capacité à faire passer sa réforme en force en se passant de tout accord syndical, se retrouve ainsi face à des confédérations renforcées. Ayant démontré leur influence, elles s'emploient aussi à montrer leur responsabilité et leur capacité à contrôler la mobilisation, à travers l'appel du 31 janvier et sans doute des appels ultérieurs.

Pour l'heure, les directions syndicales maintiennent leur unité et font pression sur le gouvernement. Mais jusqu'à quand ? Nombre de travailleurs ont vu dans le passé des syndicats appeler ou rallier un mouvement pour mieux le lâcher du jour au lendemain, sous prétexte de concessions, au mépris de l'opinion des grévistes. Il est donc vital que les travailleurs en lutte se donnent les moyens de diriger eux-mêmes leur mouvement et d'assurer son unité au travers d'assemblées générales et de comités de grève.

La crainte du gouvernement et de la bourgeoisie est que l'avidité de celle-ci finisse par déclencher un mouvement incontrôlable, même par les directions syndicales.

Exonérations de cotisations : le pompon pour les patrons

Depuis des années, les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs permettant aux employeurs d'être exonérés de cotisations sur les salaires. Rien que pour les cotisations retraite, cela représente plus de 18 milliards par an que les patrons n'ont pas à payer.

C'est un vol pur et simple opéré sur les revenus des salariés. D'abord parce que les cotisations patronales

sont du salaire indirect, et exonérer un patron de cotisation, c'est en fait baisser le salaire. Et puis, ce qui n'est pas payé par les patrons, l'État doit le compenser avec son argent, qui vient aussi des impôts des salariés. Ainsi les 18 milliards que les patrons ne payent pas en cotisations retraite sont compensés par la CSG, qui est retenue chaque mois sur la fiche de paye.

Le gouvernement met en avant un

déficit à venir de 12 milliards par an pour justifier le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Pourtant, même si cette précision était juste – ce qui est loin d'être sûr –, le simple fait de rétablir le paiement des cotisations patronales suffirait à faire disparaître ce déficit.

Alors, s'il y a un problème avec le régime de retraite, que les patrons payent donc leurs cotisations !

Budgets militaires : gros profits et grand carnage en perspective

Le 20 janvier, lors de ses vœux aux armées, Emmanuel Macron a confirmé une augmentation importante des budgets pour l'armée, dans le cadre de la prochaine loi de programmation militaire couvrant la période 2024-2030, une manne de 413 milliards d'euros que se partageront les marchands de canons.

Dans le même temps, l'hôpital public est condamné à la pénurie chronique, l'école est à la diète, les transports publics sont en déshérence. Le budget des armées, lui, va augmenter de 100 milliards d'euros par rapport à la loi de programmation militaire précédente. L'augmentation est inédite depuis les années 1960, quand de Gaulle avait lancé son programme d'armement nucléaire.

Depuis l'arsenal nucléaire jusqu'aux équipements du soldat de base, en passant par les missiles, les drones, les porte-avions, et même le renseignement, aucun secteur militaire n'est oublié. Les industriels se frottent les mains. En avril dernier, le PDG de Dassault, Éric Trappier,



Le budget militaire prévoit la livraison de 280 blindés

avait sonné la mobilisation : « *La menace est à la porte de nos frontières, il faut réagir très vite.* » Le message a été reçu cinq sur cinq...

Entre 2017 et 2030, le budget des armées aura doublé, a fanfaronné Macron, car la France est engagée dans une course mondiale à l'armement ou au réarmement, ouverte bien avant que le premier soldat russe soit entré en Ukraine.

Ces arsenaux sans cesse perfectionnés et augmentés, en plus de ce qu'ils enlèvent à des budgets utiles à la population, sont le symptôme le

plus évident des carnages et massacres à venir, dont Macron prétend qu'ils « *serviront notre liberté, notre sécurité, notre prospérité et notre place dans le monde* ». C'est de la liberté, de la sécurité, de la prospérité, de la place dans le monde de la bourgeoisie française que parle Macron. Il réserve aux travailleurs d'être d'abord de la chair à profit, en aidant les capitalistes en France à écraser les salaires, les allocations chômage et les pensions de retraite, et demain d'être, en plus, de la chair à canon.

La reprise économique : pour les patrons, pas pour les travailleurs !

Courant janvier la compagnie aérienne French Bee organisait une opération de recrutement de personnel de bord à La Réunion. Une quinzaine de postes... en CDD étaient à pourvoir (pour dix fois plus de postulants!), après dispensation d'une formation rapide par cette entreprise qui

a besoin d'embaucher, car les affaires reprennent de plus belle, la crise du Covid étant passée.

Les réservations s'envolent, le prix des billets aussi ainsi que les profits qui seront versés aux actionnaires. Mais les salaires resteront au plancher et pour un temps limité.



Les prix augmentent, les profits aussi

À partir du 1er février le prix de l'électricité augmente de 15 %. Les consommateurs devraient s'estimer heureux, nous dit-on, car cette hausse est contenue grâce au bouclier tarifaire du gouvernement. C'est le même refrain que nous a chanté EDF lors de la dernière augmentation du mois d'août dernier.



Toujours est-il que les factures de courant grimpent de façon vertigineuse et amputent d'autant le maigre revenu des classes populaires.

Avant même que cette hausse prenne effet, certaines boulangeries ont augmenté le prix du pain et des viennoiseries de près de 10 % le 30 janvier. Par exemple, le prix de la bannette est passé de 1,20 à 1,30 euros.

Ces augmentations suivent la courbe ascendante des prix des produits de consommation courante.

En un an, de septembre 2021 à septembre 2022, les services de transports ont augmenté leurs tarifs de + 37,1 %. Dans l'alimentaire, les prix ont augmenté de 7,1 % (+ 13,9 % pour les produits frais. Et c'est ainsi pour l'habillement (+5%), les produits pétroliers (+10,3%), etc.

Bien sûr, le gouvernement, les autorités locales, les patrons donnent comme raisons la guerre en Ukraine, des incendies dans les raffineries en

Chine (pour les carburants) ou d'autres prétextes du même acabit.

Ils ne disent pas que ces augmentations sont le fruit de spéculations sans limite des capitalistes à l'échelle internationale sur les matières premières, les céréales, les produits manufacturés, etc.

Les trusts et leurs actionnaires engrangent ainsi des profits faramineux (les actionnaires des 40 plus grosses entreprises de France se sont distribués 80,1 milliards d'euros en 2022). Et ils en veulent toujours plus.

Les travailleurs, les retraités, les chômeurs, les jeunes doivent se serrer la ceinture, accepter d'être réduits à la misère à cause de leur gourmandise insatiable ?

Non. C'en est assez ! Exigeons des augmentations de salaires, des pensions qui nous permettent de vivre dignement, en prenant sur les profits de tous ces parasites.

Matières premières : les affameurs gavés

L'organisation non gouvernementale (ONG) suisse Public Eye a publié le 16 janvier un rapport qui met en évidence l'enrichissement fabuleux des entreprises de négoce sur les matières premières agricoles et les sources d'énergies fossiles, à la faveur de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Avec 6,7 milliards de dollars, le numéro un mondial du négoce agricole, Cargill, a battu des records de bénéfices. Ses principaux concurrents ne sont pas en reste. C'est le cas de Trafigura qui, avec 7 milliards de dollars, multiplie par deux son précédent record de 2021, d'Archer Daniels Midland et de Louis Dreyfus Company, dont les résultats semestriels dépassent leur précédent bilan annuel.

Les cinq premiers négociants en pétrole, gaz et charbon ont vu également leurs bénéfices exploser. Glencore, leader du marché, a engrangé 5 milliards de dollars de bénéfices en

2021, soit une augmentation de 661 % par rapport à sa moyenne d'avant pandémie. Sur les six premiers mois de l'année 2022, son principal concurrent, Vitol, a dépassé son propre record avec 4,5 milliards de dollars.

La mainmise de cette poignée d'entreprises ne se limite pas à l'acheminement de matières premières. Elles exploitent des plantations, des mines ou des raffineries. Elles contrôlent les chaînes logistiques et le transport maritime.

Si les pandémies et les guerres sont des calamités pour les travailleurs, elles sont des aubaines pour les grands groupes capitalistes. Cet enrichissement éhonté a des répercussions sur l'ensemble de la planète. Selon la Banque mondiale, environ 95 millions de personnes sont passées sous le seuil de la pauvreté absolue depuis le début de la pandémie. Partout, les travailleurs ont de plus en plus de mal à se nourrir face à la

flambée des prix et les centres de distribution alimentaire croulent sous les demandes de nouveaux bénéficiaires.

La seule solution pour stopper cette « avidité grotesque » dénoncée hypocritement par le secrétaire général des Nations unies serait d'exproprier ces affameurs et de placer la production et les échanges de ces produits indispensables sous le contrôle des travailleurs.



Fortes précipitations... sauf pour investir dans les infrastructures !

Les fortes précipitations de ces derniers jours dans l'île ont entraîné l'inondation de quartiers entiers à Saint-André, Sainte-Suzanne et Sainte-Marie.

À la Marine Sainte-Suzanne, les dégâts ont été amplifiés du fait que, suite à des travaux effectués par une entreprise, des canaux d'évacuation d'eaux pluviales ont été bouchés.

Dans un autre quartier de cette même ville, à Deux Rives, le par-

king d'un immeuble construit récemment a été complètement inondé. De nombreux véhicules ont été endommagés par les eaux. L'immeuble avait été construit... juste au-dessus d'une nappe phréatique !

Et dans le quartier de Rivière du Mât-les-Bas à Saint-André, ce sont des dizaines de cases qui ont été, une fois de plus, envahies par les eaux du fait certes du bétonnage général, mais aussi de l'insuffisant ca-

librage des canaux d'eaux pluviales.

Constructions anarchiques, infrastructures routières inadaptées et mal entretenues, tel est le fonctionnement qu'on nous dit indépassable, du système capitaliste.

À la population de réparer elle-même les dommages causés par cette gestion désastreuse !

Jusqu'à quand ?

Police : bavures en série

Coup sur coup à Paris, des policiers se sont illustrés par des actes de violence, blessant et tuant. Pour l'instant, la justice ne leur reproche rien.

Dans la manifestation parisienne du 19 janvier contre la réforme des retraites, un jeune homme de 26 ans, appareil photo en main, tombé au sol dans une bousculade à proximité d'une charge policière, a été agressé par un CRS qui s'est déplacé de cinq mètres pour lui asséner un violent coup de matraque à l'entrejambe.

Le résultat est l'ablation d'un testicule. La police n'avait pourtant rien à reprocher à ce jeune homme, qu'elle n'a pas interpellé. L'affaire a tout d'une bavure policière, jusqu'à

la justification avancée par Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, qui a évoqué « *une séquence assez lourde pour les forces de l'ordre qui, pour certaines, étaient attaquées* ». À croire que pour le ministre, ce serait une bonne raison de matraquer n'importe qui.

Trois jours plus tard, toujours dans le 11e arrondissement de la capitale, deux policiers sortis d'un véhicule ont tiré et tué de quatre balles un SDF de 49 ans qui jouait avec un chien. Dans un premier temps, les autorités ont décrit la victime comme menaçante, puis l'ont accusée d'avoir brandi une arme, qui est ensuite devenue factice dans les explications policières. Les témoins

ont pourtant déclaré à la presse n'avoir rien perçu de menaçant chez cet homme, ni vu d'arme, à part bien entendu celles des policiers. Après une garde à vue, les deux meurtriers ont pourtant été laissés en liberté.

Le ministre de l'Intérieur Darmanin, qui agite en permanence le thème de l'insécurité, comme bien d'autres politiciens réactionnaires, n'a pas eu un mot pour ces deux victimes. Mais il est vrai que lorsqu'il entend parler de violences policières, il s'étouffe, comme il l'avait déclaré en 2020.

Étudiants : la misère s'étend

Partout dans le pays, les bénévoles engagés dans l'aide aux étudiants témoignent d'une affluence aux distributions alimentaires et aux friperies associatives qui dépasse les niveaux atteints au cours de la crise sanitaire.

Beaucoup d'étudiants ont retrouvé les petits boulots qu'ils exerçaient avant les confinements, mais les salaires ne leur permettent plus de vivre.

L'association Linkee, qui distribue de la nourriture à 600 étudiants chaque semaine, souligne que les

deux tiers des bénéficiaires disposent de moins de 50 euros par mois, une fois payés le loyer et les factures.

Sur les 60 000 nouvelles places de logements étudiants promises lors du précédent quinquennat, seules 36 000 ont été ouvertes entre 2018 et 2022. Les seuils d'éligibilité aux bourses étudiantes étant gelés depuis 2013, le nombre d'étudiants y ayant accès se réduit année après année, alors que leurs revenus et ceux de leurs parents sont laminés par l'inflation.

Le ministère de l'Enseignement

supérieur lui-même estime que, si les seuils avaient seulement suivi les revalorisations du smic depuis dix ans, 70 000 étudiants supplémentaires recevraient une bourse à la rentrée 2023, et que 40 % des boursiers recevraient des sommes un peu moins faibles. Or aucun financement n'est prévu dans le budget 2023.

C'est une raison de plus pour que les étudiants unissent leur voix à la contestation naissante.

Sexisme : situation alarmante

Le cinquième rapport du Haut Conseil à l'Égalité (HCE) sur l'état du sexisme en France, qui vient d'être remis au gouvernement, s'appuie sur un sondage réalisé auprès de 2 500 personnes de 15 ans et plus.

Il rappelle que malgré la reconnaissance apparemment générale des inégalités entre les femmes et les hommes, les stéréotypes sur le rôle de chacun des deux sexes subsistent.

Les femmes dénoncent le déséquilibre dans la répartition des tâches ménagères (41 %) ; des remarques sexistes au travail ou dans la rue (57 %) ; des rapports sexuels imposés par leur conjoint (33 %). Mais 40 % reconnaissent qu'elles censurent leurs propos par peur des réactions et 55 % renoncent à sortir et à faire des activités seules.

Les hommes minimisent ces inégalités ; ainsi quand il s'agit de l'embauche d'un homme au lieu d'une femme, à compétences égales (67 % des sondés) ; 40 % trouvent normal que la femme arrête de travailler pour élever des enfants ; 16 % estiment qu'une femme agressée sexuellement est en partie responsable et 33 % que le féminisme menace leur place dans la société.

Quant à la violence, elle reste pré-

sente dans les têtes, et 11 % en sexualité et à la vie affective, d'insti-



moyenne des hommes interrogés, 23 % des moins de 35 ans, l'estiment nécessaire pour se faire respecter. Le nombre de féminicides au sein du couple a d'ailleurs augmenté de 20 % entre 2020 et 2021.

Devant cette situation, que le rapport présente comme alarmante, ses auteurs proposent, entre autres, d'augmenter les moyens financiers et humains de la justice, d'appliquer réellement la loi sur l'éducation à la

tutionnaliser une journée de lutte contre le sexisme. Autant de mesures qu'on peut préconiser chaque année à l'attention d'un gouvernement prodigue au mieux de bonnes paroles. C'est évidemment sans effet dans un monde d'exploitation et d'oppression qui pèse sur la société tout entière et fait resurgir sans cesse les inégalités et les idées tordues qui les accompagnent.

GAFAM : licenciements par milliers

Google vient d'annoncer 12 000 licenciements dans le monde qui s'ajoutent aux suppressions d'emplois chez Meta, Amazon, Microsoft ou Twitter.

En tout, 55 000 emplois sont menacés. Mais si on comptabilise l'ensemble du secteur du numérique, ce sont en fait 200 000 emplois qui auraient disparu depuis début 2022.

Les grands patrons de ces entreprises ont longtemps prétendu que le numérique échappait aux crises. En 2008, ils avaient effectivement continué à se développer en pleine crise mondiale. La crise du Covid les a fait prospérer, puisque toute une partie de la population de la planète, confinée

à domicile, ne pouvait communiquer que derrière des écrans d'ordinateur, et utilisait le commerce en ligne.

En réalité, leurs méthodes étaient assez classiques. Facebook s'est assuré pendant des années une position dominante en rachetant ses concurrents comme Instagram en 2012, ce qui lui a permis de dicter sa loi aux publicitaires, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus résister à la concurrence récente de TikTok dans la jeunesse.

Et surtout, ces groupes avaient attiré des masses de capitaux spéculatifs. Mais les baisses de leurs résultats ces derniers mois ont amené ces capitaux à se détourner brutale-

ment. Ainsi les GAFAM ont vu leur valorisation boursière diminuer de 1 500 milliards de dollars en novembre 2022. Pour mettre un coup d'arrêt à cette hémorragie et rassurer les marchés financiers, les dirigeants des GAFAM ont recouru à une méthode éprouvée : annoncer des licenciements.

Tous ces géants du numérique font ainsi la preuve qu'ils sont bien des entreprises capitalistes comme les autres, promptes à jeter dehors des dizaines de milliers de salariés pour augmenter leur rentabilité.

Région Ouest : cars de ramassage scolaire non conformes – rentrée scolaire repoussée

Le 23 janvier, 2000 élèves de la région Ouest ont été privés de rentrée scolaire.

Les cars de ramassage sensés les transporter vers leurs établissements ont été jugés non conformes par les services du TCO (portes ne fermant pas, défaut d'étanchéité à la pluie, etc.) bien que ces derniers aient fait remonter ces problèmes aux trans-

porteurs privés depuis le 5 janvier, d'après leurs dires.

Le jour de la rentrée, une dizaine de cars n'avaient toujours pas été réparés mettant les élèves concernés en danger.

Quand il s'agit d'arracher toutes sortes de marchés aux communes et collectivités, on voit tous ces rapaces du transport se précipiter pour l'em-

porter sur leurs concurrents. Mais c'est tout le temps en soumissionnant au prix le plus bas quitte à se rattraper par la suite en réduisant salaires et primes des chauffeurs ou en faisant prendre des risques insensés aux voyageurs.

Est-il raisonnable de confier plus longtemps le sort de la population à cette classe d'individus ?

DANS LES ENTREPRISES

Saint-André : les salariés de l'entreprise Blanchet toujours sans salaire et sans réponse sur leur licenciement ne baissent pas les bras !

Après avoir appris de la bouche de leur patron, le 2 janvier 2023, la fermeture de leur entreprise, 15 ouvriers ont décidé de rester solidaires et de passer à l'action pour leur dû !

Cette entreprise soumise à la convention collective du BTP fait de la pose et l'entretien de lignes fibre et cuivre, sous traitant avec la Sogetrel, elle-même sous-traitante d'Orange.

Ils se réunissent régulièrement pour suivre la situation et décider collectivement des actions à mener.

Lors des différentes rencontres, les salariés dont l'entreprise est soumise à la convention collective du BTP se sont aperçus que leur employeur les avait volés pendant des années en ne payant pas leur prime trajet ce qui représente pour certains plusieurs milliers d'euros.

L'employeur n'a pas non plus cotisé à la caisse de congés payés pour l'année 2022 et pour un solde de trois jours pour 2021.

Malgré les promesses faites par l'employeur à ses 17 salariés, 7 n'ont toujours pas été payés de leur salaire de décembre 2022. Le salaire de janvier 2023 ne leur sera pas non plus payé. Deux travailleurs qui avaient

signé des ruptures conventionnelles attendent toujours leurs indemnités depuis novembre 2022. Ils ont rejoint leurs camarades.

Les salariés se retrouvent devant l'incertitude de ne pas savoir quand les salaires vont pouvoir être payés et quand ils seront libérés de cette situation pour rechercher du travail ailleurs...

Réunis le vendredi 27 janvier 2023 ils ont pu constater, après vérification, que leur patron, qui avait

promis de payer en milieu de semaine les salaires restants dus et avoir effectué les démarches pour une demande de liquidation au tribunal, a menti.

S'organiser, ne pas se laisser faire, dénoncer publiquement le brigandage ordinaire des patrons petits et grands, autant de bonnes raisons de se retrouver dans la rue avec d'autres travailleurs pour les retraites et les salaires.



Suppressions de postes aux impôts

Les syndicats des Impôts ont à nouveau tenu des conférences de presse en ce début d'année pour dénoncer la décision de leur ministère de supprimer 5 postes supplémentaires dans les accueils des trésoreries de La Réunion.

Indifférent à la situation des plus précaires (personnes âgées, illet-

trées), Bruno Le Maire applique lui aussi sa réforme.

Tel un rouleau compresseur, emplois et lieux d'accueil continuent à être supprimés laissant les plus défavorisés privés de la possibilité d'exposer leurs problèmes à des humains.

Peu importe au ministre que des pans entiers de la population

réunionnaise n'aient pas les moyens ou ne soient pas en capacité de manier l'outil informatique. Si l'informatisation totale des opérations peut faire économiser quelques emplois, le ministre ne recule devant rien !

DANS LE MONDE

UKRAINE

Un régime corrompu et antiouvrier

Une récente vague de limogeages au sommet de l'État ukrainien en dit long sur la nature véritable de ce régime pourtant présenté comme le défenseur de la démocratie. Quatre ministres, cinq gouverneurs régionaux et quatre très hauts responsables ont été limogés. D'autres ont été démissionnés préventivement...

Il faut croire que si le régime en arrive à de telles mesures, c'est qu'il y a urgence pour lui, au moins vis-à-vis de la population. Récemment, des médias ont commencé à révéler des affaires de marchés conclus par le ministère de la Défense, qui achetait de quoi nourrir ses soldats en payant à des prix deux à trois fois plus élevés qu'en magasin. Alors que chacun a un ou des proches à l'armée, cela montre que ses grands chefs profitent de la guerre pour s'enrichir, eux ainsi que des intermédiaires et fournisseurs amis.

Cela souligne le fait que, quand Zelensky affirme chaque jour à la télévision que toute la population se mobilise pour défendre la patrie, les profiteurs de guerre pullulent au sommet de l'État, y compris parmi



EPASTEPA FRANKO KEYSTONE

Manifestant anticorruption à Kiev

ceux qui organisent ladite défense nationale.

Comme ces gens se croient tout permis, ils passent des vacances en Espagne, bien que toute sortie à l'étranger soit interdite aux hommes en âge de porter les armes.

Peu avant ces révélations et démissions forcées, Lozynsky, vice-ministre des Infrastructures, avait été évincé. Il avait reçu 400 000 dollars pour faciliter l'achat de générateurs, alors qu'une partie de la population

est plongée dans l'obscurité et le froid du fait des frappes russes qui ont détruit beaucoup d'infrastructures énergétiques.

Ce pouvoir n'est pas moins ennemi des travailleurs que celui de Poutine : il était, est et reste fondé sur la corruption, le pillage en grand des ressources de l'État et un mépris sans borne pour le sort et les souffrances de la population.

La fin du zéro-Covid quoi qu'il en coûte

Le 13 janvier, le gouvernement chinois, qui avait décidé de ne plus publier de statistiques sur les morts du Covid, a finalement reconnu 60 000 décès dans le système hospitalier entre le 8 décembre et le 12 janvier, un chiffre sans aucun doute sous-estimé, ne prenant pas en compte les décès en dehors des structures hospitalières.

Le gouvernement a complètement et brusquement abandonné sa politique zéro-Covid début décembre, après les manifestations fin novembre contre ces confinements brutaux qui avaient tué dix personnes dans un incendie à Urumqi. Mais l'objectif du gouvernement dans l'abandon du zéro-Covid n'était pas de soulager une population excédée. En l'absence d'une vaccination massive et efficace, cette politique zéro-Covid était sans fin. Elle était devenue une impasse économique, bloquant l'activité et les profits des

entreprises.

Les manifestations fin novembre ont été l'occasion pour le gouvernement de changer de politique. En donnant l'impression d'aller dans leur sens, il s'en sert pour faire taire toute critique sur les risques qu'il fait prendre à des millions de Chinois. En levant toutes les restrictions d'un coup, le gouvernement mise sur le fait que l'ensemble de la population tombe malade et s'immunise de cette manière, tout en sachant que les plus faibles, ceux qui ne sont pas vaccinés, ou mal vaccinés, risquent d'en mourir. Et s'il l'a fait si brusquement, c'est pour que le Covid se propage le plus rapidement possible et qu'ensuite l'économie redémarre le plus vite possible.

C'est un calcul cynique. 60 % des plus de 80 ans, les personnes les plus à risque, n'ont jamais reçu une dose de vaccin, même chinois. Comme, depuis début décembre, plus des

deux tiers des 1,4 milliard de Chinois auraient été contaminés, le nombre de morts n'est sans doute pas de plusieurs dizaines de milliers mais plutôt de plusieurs centaines de milliers...

Le cynisme du gouvernement chinois a été largement dénoncé. Mais les capitalistes du pays ne sont pas les seuls à espérer renouer rapidement avec l'activité économique et les profits. Les usines et les commerces des capitalistes occidentaux implantés en Chine tournaient aussi au ralenti en raison des confinements à répétition depuis des mois. Eux aussi espèrent « *un rebond cette année* » plus précisément à partir du mois de mars. D'autant que le gouvernement chinois s'apprête, une fois les travailleurs guéris et les usines prêtes à tourner, à décider de mesures de relance, une manne dont les trusts occidentaux espèrent bien profiter.

NIGER

L'héritage empoisonné de l'exploitation

La filiale nigérienne d'Orano, la société qui a succédé à Areva, a fermé il y a deux ans une mine d'uranium située à proximité de la ville d'Arlit, au Niger, dans le désert du Sahara.

Il s'avère aujourd'hui que les conditions dans lesquelles s'est effectuée cette fermeture mettent en danger la population voisine.

Un rapport d'une association environnementale spécialisée dans le risque nucléaire révèle que les déchets radioactifs sont toujours là, à l'air libre. Il s'agit de 20 millions de tonnes de boue accumulées en 40 ans d'exploitation. Ces déchets « à vie longue » contiennent des métaux lourds radioactifs dont certains sont très toxiques, et d'où s'échappe en permanence un gaz radioactif, le radon. Ils auraient dû être emprisonnés

dans des conteneurs pour être ensuite évacués sur un site sécurisé. Les vents du désert étant très puissants, au moins 100 000 personnes sont menacées, auxquelles s'ajoutent les victimes de la contamination des eaux.

Cette situation est un scandale, comme l'a été toute l'exploitation de ces mines d'Arlit. Des ferrailles contaminées ont été vendues sur les marchés, des maisons construites avec des matériaux sortis de la mine. Les taux de décès dus à des infections respiratoires étaient à Arlit de 16,19 %, deux fois supérieurs à la moyenne au Niger. À la fermeture, les 700 salariés sous-traitants d'Orano n'ont pu bénéficier d'aucun suivi médical.

La défense de ces mines avait été une des raisons non avouées de l'en-

voi de troupes au Mali. Quant à la sécurité des habitants d'Arlit, l'État français, principal actionnaire d'Orano, s'en est toujours moqué. Peu lui importe que les mineurs et leurs familles en meurent.



L'impérialisme français en échec

Après le Mali, les troupes françaises vont devoir quitter le Burkina Faso. Les autorités burkinabées demandent aux 400 militaires stationnés à Ouagadougou, la capitale, de partir dans un délai d'un mois et dénoncent, par la même occasion, les accords militaires qui liaient la France au Burkina.

Cette décision était attendue depuis la prise du pouvoir le 30 septembre dernier par le capitaine Ibrahim Traoré. Son coup d'État s'était accompagné de manifestations contre l'impérialisme français. Des enseignes du trust Bolloré et des stations-service Total avaient été saccagées et des manifestants avaient tenté d'incendier l'ambassade de France et des centres culturels. La junte actuellement au pouvoir n'avait eu qu'à surfer sur cette hostilité de la population envers l'ancien colonisateur, dans un scénario en tout point semblable à ce qui s'était déroulé au Mali un an et demi auparavant.

Les Burkinabés ont mille raisons d'en vouloir à l'impérialisme français et de souhaiter se débarrasser de sa présence. Pendant vingt-sept ans, Paris a maintenu à la tête du Burkina l'un des pires dictateurs qu'a connus l'Afrique, Blaise Compaoré. Cet homme de main des gouvernants français a pillé la population et fait régner la terreur, ne reculant pas devant la torture et l'assassinat, à commencer en 1987 par celui de son prédécesseur, Thomas Sankara, dont la volonté d'indépendance déplaisait aux dirigeants français.

Lorsque les premiers attentats djihadistes frappèrent le pays en 2016, les hommes des forces spéciales fran-



VINCENT BADO REUTERS

Manifestation à Ouagadougou, le 20 janvier

çaises y installèrent leur camp. Ils n'ont depuis offert aucune protection à la population, qui doit aujourd'hui affronter une situation dramatique. La moitié du territoire est tombée de fait aux mains des bandes djihadistes. Deux millions de personnes, dont une bonne proportion d'enfants, ont dû fuir leurs villages. Chacun a pu constater que la présence des troupes françaises avait pour seul objectif de défendre les intérêts de l'impérialisme.

Aujourd'hui, la junte et son chef, Ibrahim Traoré, s'appuient sur cette contestation ô combien justifiée de la présence française. Il s'agit certes d'un dictateur, d'un ennemi mortel des travailleurs, mais ni plus ni moins que ceux qu'a soutenus la France. Quant à celle-ci, elle récolte le fruit de dizaines d'années de pré-dation et voit son ancien pré carré colonial se réduire comme peau de chagrin.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....
Prénom :

.....
Adresse:

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org